

**Séance plénière**  
**Budget Primitif 2026**

13/04/2026

DISCOURS DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
M. JEAN-LUC GLEYZE

*Seul le prononcé fait foi*

---

Le temps est aux guerres, au tohu-bohu géopolitique, aux « économies de tranchées » plutôt que de solidarité, à l'inflation des prix, ceux des loyers comme ceux de l'alimentation ou de l'énergie.

Même sentiment d'une économie qui précarise plus qu'elle ne sécurise.

Tout cela fait croître d'autant les « inquiétudes du lendemain » exprimées après les deux guerres mondiales du siècle passé, et fait, hier comme aujourd'hui, le lit des discours populistes.

La meilleure manière de déconstruire ces discours qui angoissent et referment sur soi, c'est d'avoir une approche budgétaire pensée avec et pour les Girondines et les Girondins qu'il faut accompagner avec soin ou vers l'autonomie et l'émancipation.

Tordons le cou pour commencer à un refrain dont la tonalité est particulièrement fausse : « Le Département n'a plus d'argent ! ».

Quels que soient celles et ceux qui le colportent, c'est faux ! Le budget que nous présentons aujourd'hui est proche des 1,8 milliard € !

Il est inscrit dans une période de contrainte certes, mais avec :

- une cible nette (retour à l'équilibre en 2028),
- une trajectoire claire (les 95 mesures du PRE),
- une première étape avec ce budget 2026.

Les efforts portés en interne sont partagés dans le dialogue social et je remercie nos agents et les syndicats. Ceux effectués en externe veillent aux précautions auprès de nos partenaires, ainsi qu'auprès des habitants à qui notre service public s'adresse.

Le chemin de crête est étroit mais nécessaire pour atteindre le retour à l'équilibre : quand il y a exigence budgétaire, il ne peut être reproché d'avoir le courage et la détermination de mettre en œuvre les mesures nécessaires.

Les premiers effets des efforts accomplis depuis 2 années :

- Un résultat 2025 meilleur que prévu ;

- Une projection 2026 qui confirme la poursuite du retour à l'équilibre ;
- Les rattachements cette année pour viser la certification des comptes en 2027.

Pour autant, le plus important, c'est ce qui motive ces mesures : aucun reniement des valeurs de notre majorité, et ce budget en est l'incarnation.

Cette entrée en matière budgétaire me semblait importante étant donné le caractère de cette séance, mais j'aimerais maintenant en venir à notre objectif politique affirmé : la redistribution aux Girondines et aux Girondins avec 3 orientations claires.

- Prendre soin des plus fragiles et de celles et ceux qui les accompagnent,
- Accompagner toute la Gironde, de la ville aux campagnes
- Être aux côtés de la Gironde dans les mutations du monde : démographique, climatique, technologique...

Pour cela, le Département est toujours là, avec ses partenaires, au plus près des Girondines et des Girondins :

- avec nos services sociaux,
- avec nos agents des routes,
- dans nos collèges,
- pour l'accès aux droits,
- en action pour les transitions environnementales,
- en appui aux partenaires essentiels pour les solidarités humaines et territoriales,
- en protection des enfants...

Notre action publique perpétue aussi ce qui fait notre ADN : l'innovation sociale et le maintien de notre statut de précurseurs dans de nombreuses politiques publiques.

Quelques exemples.

La période guerre au Moyen Orient et les hausses des prix de carburant.

Des femmes, souvent à temps partiel, en subissent de plein fouet les conséquences : les aides à domicile, qui voient jour après jour le coût de leur tournée renchérir.

Nous avons adressé un courrier à ce sujet au Premier ministre et à la Ministre de la santé, remis en main propre à la ministre déléguée vendredi dernier pour demander :

- un soutien ciblé pour le métier d'aide à domicile,
- visant à la compensation de l'inflation du prix des carburants,
- ajusté à son évolution, pendant toute la durée de la crise.

Ici, en Gironde, nous agissons pour apporter des solutions de long terme à cette problématique.

Près de 650 véhicules hybrides à loyers négociés fournis aux professionnels de l'aide à domicile, pour un usage professionnel et personnel - un véhicule neuf pour diminuer les problèmes de panne, d'accidents, assurer une tranquillité d'esprit pour aller travailler.

Objectif : 1 000 d'ici la fin du mandat.

Je pense aussi à :

- La « Mutuelle Girondine » aux prestations de qualité et accessible
- Gironde Alimen'terre
- Le virage préventif de l'ASE
- Gironde Autonomie

Nous faisons donc notre part.

Continuer à faire notre part exige que nous ne faisons QUE notre part.

Agir pour le compte d'autres, c'est terminé !

Financer des structures au taux d'occupation trop faible : c'est terminé !

Pour le manque de places en hébergement d'urgence, en établissements personnes âgées et des personnes en situation de handicap avec prises en charge lourdes sur le dos du Département : c'est terminé, l'État doit faire sa part !

Je l'ai publiquement fait savoir en refusant de voter le PRIAC en conseil de l'ARS.

Assez de voir se succéder les ministres qui nous parlent du « mur du vieillissement », mais qui sont systématiquement dépourvus des moyens d'en faire une chance pour notre société !

Notre priorité n'est pas de combler les défaillances de l'Etat mais d'assurer au plus près de l'effectivité des droits accordés, parce que la confiance implique le contrôle

Notre priorité c'est faire des choix conformes à nos valeurs dans nos appuis en subventions : lutte contre les violences faites aux femmes, contre la précarité alimentaire ou énergétique, pour le maintien de l'offre culturelle...

Car ni le Département, ni la société civile ne peuvent ni ne doivent remplacer un Etat qui ne met pas en œuvre les politiques sociales de sa responsabilité, créant ainsi une rupture dans la chaîne de solidarité nationale.

Alors qu'assurer l'effectivité des droits et anticiper l'évolution de notre société française est bien plus important que rétablir la possibilité du travail le 1er Mai !

De notre côté, ce que nous pouvons faire, nous le faisons, et nous le faisons grâce à nos agents et agents mobilisés partout, pour toutes et tous.

Oui, nous sommes toujours là, pour agir depuis notre place et nos valeurs, avec l'ensemble de nos partenaires.

Nous sommes toujours là pour maintenir des réponses adaptées et variées grâce à l'action publique.

Nous devons aussi, plus encore aujourd'hui, mobiliser toute la communauté pour agir avec justesse et justice.

A la fois au niveau des travailleurs sociaux, des représentations syndicales, des institutions déconcentrées comme l'ARS, des collectivités locales évidemment.

Mais il faut aussi concevoir la « communauté » dans le sens québécois du terme et de l'usage : protéger les plus fragilisés, c'est l'affaire de tous, familles, proches, amis, voisins, associations, institutions...

Reste notre combat existentiel : le financement du modèle social français.

Dans ce moment budgétaire, tous les Départements disent leurs difficultés. Il ne s'agit pas de la Gironde mais d'un problème structurel !

Je pense à mes collègues des Départements :

- Loiret
- Haute Garonne
- Indre et Loire
- Hérault
- Loire Atlantique
- Côtes d'Armor
- Le Nord
- Bouches du Rhône
- Même les Hauts de Seine !

A l'heure du budget 2026, je rappelle que les collectivités serrent la vis pour désendetter l'Etat, en particulier depuis deux exercices.

Avec des conséquences que nous tentons de contenir pour nos partenaires et pour la dignité, l'autonomie et l'émancipation les habitants de Gironde, nous faisons notre part de solidarité nationale, et c'est normal. Mais il n'y a pas de réciprocité !

Il y a bien convergence entre les Départements en France sur l'impératif d'un financement adapté et cohérent, mais des divergences de fond concernant les solutions.

Certains Présidents de Département voudraient décharger leur barque d'une part de social.

Et ça, c'est inacceptable. Car en tant qu'élus départementaux, nous avons toutes et tous, en Gironde comme ailleurs, la responsabilité de la solidarité humaine et territoriale.

C'est du côté des recettes possibles qu'il faut regarder avant de fermer la porte à de nouvelles dépenses !

La préparation du PLF/PLFSS 2027 exige pour cela de monter au front social et solidaire.

Aussi, les Départements de Gauche ont fait entendre leur voix dans une résolution : que toutes les AIS (APA/PCH/RSA) soient totalement financées par la solidarité nationale, c'est-à-dire par la CNSA, afin de garantir pour tous l'accès aux droits.

Pourquoi ? Parce que la CNSA, c'est la solidarité nationale.

Cette « 5ème branche de la Sécurité sociale » a été créée dans une logique de redistribution, pour que la contribution en fonction des moyens garantisse l'accès au droit en fonction des besoins.

C'est ainsi l'application d'un principe d'équité que les Départements de Gauche revendiquent, quand ceux de Droite ne songent qu'à rogner sur les droits sociaux, comme si les solidarités devaient être les grandes perdantes, et avec elles, les citoyens fragilisés pour qui elles sont indispensables.

L'incarnation du budget que nous présentons aujourd'hui est simple : « le Département est toujours là », au plus près des Girondines et des Girondins.

C'est un budget de raison où la prise en compte des réalités budgétaires va de pair avec la recherche incessante de modes de résistances pour obtenir un socle de recette pérenne, évolutif, robuste et cohérent avec les besoins humains et territoriaux.

C'est un budget au service des vulnérabilités avec 1,8 milliard d'€, soit 1100 euros par girondin.

C'est un budget qui porte notre vision de société dans laquelle la solidarité se concrétise avec des services en proximité et accessibles financièrement.

Qu'ils soient publics ou associatifs, ces services ne peuvent plus relever d'une « providence », qu'elle soit étatique ou départementale.

Ils doivent composer et se transformer grâce aux nouvelles solidarités dont les formes sont plus coopératives, et portées notamment par les citoyens.

En tant que Département, chef de file des solidarités, nous devons faciliter l'émergence de cette communauté d'action girondine, et l'accompagner dans son développement social.

C'est ainsi, ensemble, que nous trouverons des solutions solidaires non seulement pour aujourd'hui, mais aussi pour demain.

Nous les trouverons avec courage et détermination.

Car oui, quoi que l'on veuille en dire pour déformer la réalité,  
quoi que l'on puisse en entendre des manipulateurs politiques,  
s'il en reste un pour prendre soin,  
pour prêter attention et assurer l'accompagnement  
à celles et ceux qui en ont besoin,  
c'est bien le Département,  
notre Département de la Gironde !